

Marie-Anne Matard Bonucci, invitée du 38^e Festival du cinéma italien de Bastia et de la Dante Alighieri.

Lisandru-Francescu Olmetta

PIERRE NEGREL
pnegrel@corsematin.com

Ce vendredi se sont ouverts, à Turin, les JO d'hiver. Quels sont les enjeux liés à cet événement planétaire pour l'Italie de Giorgia Meloni ?

Depuis trois ans, le gouvernement de Giorgia Meloni vise à s'imposer comme étant ordinaire, normal, et vise pour cela à installer une image respectable sur la scène internationale. Ces jeux olympiques représentent donc, pour lui, un moment important.

Des observateurs soulignent que « l'ère Meloni » correspond, pour l'Italie, à un retour de la stabilité politique et à une amélioration des indicateurs économiques ? Ce tableau est-il fidèle à la réalité ou un peu idyllique ?

La stabilité politique est réelle, cela ne fait aucun doute. La situation économique, en revanche, donne lieu à des interprétations divergentes. Les indicateurs positifs, je crois, doivent être relativisés par le fait qu'après le Covid, l'Italie a reçu des aides très importantes de la part de l'Union européenne. Au point qu'on peut se demander ce que sera sa situation une fois cette manne tarie.

La présence du vice-président américain J.D.

Vance à la cérémonie d'ouverture des JO a été très commentée. Comment définiriez-vous la relation que Meloni entretient avec les États-Unis de Donald Trump ?

Il faut savoir que, depuis 1945, l'extrême droite italienne, dont est issue la présidente du conseil, est sur une position très atlantiste. En incarnant une extrême droite libertarienne et autoritaire, le président américain exerce un attrait très fort sur Giorgia Meloni. Pour le dire autrement : elle a une grande sympathie pour Trump. Ce qui adviendra du gouvernement Meloni dépendra par ailleurs très largement du contexte international. Et notamment de la réussite du plan des idéologues américains qui, dans l'entourage de Trump, visent à installer en Europe des régimes autoritaires ayant leur sympathie.

En Italie comme aux USA, on observe une société fracturée, de plus en plus conflictuelle. Comme en témoignent les émeutes qui ont eu lieu à Turin ce 31 janvier. L'arrivée de Meloni au pouvoir a-t-elle contribué à exacerber ces tensions ?

Il est difficile de répondre. Il faudrait pour cela disposer d'enquêtes d'opinion précises. Ce qui est sûr c'est que, lorsque les partis populistes arrivent au pouvoir, cela entraîne



« Giorgia Meloni n'a pas tout à fait tourné la page du fascisme »

Invitée du Festival du cinéma italien et de la Società Dante Alighieri de Bastia, Marie-Anne Matard Bonucci, universitaire spécialiste de l'Italie contemporaine, donnait, hier, une conférence sur Giorgia Meloni et le fascisme. L'occasion d'évoquer le parcours de la présidente du conseil des ministres transalpin.

un phénomène presque naturel d'apaisement. En même temps, on observe que certains membres de la coalition gouvernementale, comme Matteo Salvini, continuent d'avoir des discours très clivants, notamment en matière d'immigration. Cela pour continuer à séduire leur électorat, qui est plus radical et plus nationaliste que celui de Meloni.

Y a-t-il, chez Giorgia Meloni, un penchant illibéral ? Il ne faut jamais oublier que Giorgia Meloni vient d'un parti qui est l'héritier direct du fascisme. Elle a pour valeurs fondamentales un nationalisme exacerbé, un attrait pour l'autorité, et une forme de nativisme - qui souligne l'importance de la tradition par la naissance.

« En incarnant une extrême droite libertarienne et autoritaire, le président américain exerce un attrait très fort sur Giorgia Meloni »

Sa culture politique de base est donc clairement illibérale. Dans le même temps, elle est consciente que l'Italie est un pays de culture démocratique dans lequel un régime illibéral n'a pas sa place. Son gouvernement se contente de conduire aujourd'hui une politique de droite radicale populiste. Mais, dans un contexte plus propice, le régime pourrait évoluer vers des formes plus illibérales.

Vous l'avez dit, Giorgia Meloni est à la tête d'un parti héritier direct du fascisme. Quel discours tient-elle aujourd'hui sur la période fasciste ? Elle a aujourd'hui un discours ambigu. Elle est prête à critiquer le fascisme mais au prix d'une distorsion de la réalité historique consis-

tant à imputer les exactions du régime mussolinien à l'influence allemande. Le 27 janvier dernier, à l'occasion de la journée de souvenir des victimes de la Shoah, elle est allée plus loin dans la reconnaissance de la responsabilité directe du régime fasciste. Mais une analyse de texte plus précise montre qu'elle reste gênée aux entournures sur le sujet et qu'en réalité, elle n'a pas tout à fait tourné la page du fascisme.

Et la société italienne ? Quelle mémoire conserve-t-elle aujourd'hui de cette période ? On observe un phénomène comparable à celui observé en France à propos de Vichy. Avec la disparition des contemporains du fascisme, on assiste à un effacement

de la mémoire de la période fasciste. De façon tout aussi préoccupante, on assiste depuis les années soixante-dix, à un recul de la mémoire de l'antifascisme - dont il ne faut pas oublier qu'il constitue le socle idéologique de la démocratie italienne. Parmi les projets du gouvernement actuel, il y a d'ailleurs un projet de refonte des programmes scolaires dont il y a tout lieu de s'inquiéter quand on sait que, dans l'entourage de Meloni, on trouve des personnes engagées dans une réelle guerre culturelle.

L'ère Meloni a été marquée par une réforme très décriée sur « l'autonomie différenciée des régions ». Même si elle a été en partie vidée de son contenu par la suite, que dit cette réforme de l'idéologie du régime en place ?

C'est une réforme portée par Matteo Salvini dont il ne faut pas oublier qu'il faisait partie de Ligue du Nord qui était un parti indépendantiste développant une forme de xénophobie intérieure au détriment des régions du Sud. Il est saisissant de voir que Salvini a réussi à obtenir cette réforme en y conditionnant sa participation à la coalition gouvernementale.

Vous avez écrit naguère une « histoire de la mafia ». Le régime Meloni s'inscrit-il dans une continuité avec les précédents dans la lutte contre les mafias ?

Il y a aujourd'hui dans la société italienne une tradition, une culture de l'antimafia qui est très forte. La mafia reste présente et influente dans tout le pays, mais les textes et les pratiques judiciaires issus de l'antimafia demeurent. Le gouvernement de Giorgia Meloni a néanmoins un projet de réforme de la magistrature qui se heurte à l'opposition des juges. Si ce projet aboutit, on peut craindre que la magistrature se retrouve dans une situation de dépendance plus grande vis-à-vis des intérêts politiques et vichystes.

Pour conclure. Depuis l'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni, qu'est-ce qui a changé dans la vie des Italiens ?

Sur une échelle de temps peut-être plus large, ce qui frappe c'est le développement d'un surtourisme et donc d'intégration de l'Italie dans un processus de mondialisation débridée sur lequel la politique n'a aucune prise. Ce qu'on remarque également, c'est le retour dans l'espace public de symboles en rapport avec la période fasciste (ndlr : les briquets de l'époque fasciste, les cuivres « Mussolini »...) qu'on ne trouvait jusqu'alors que dans des lieux de pèlerinage fasciste très localisés. L'Italie reste une démocratie, il faut espérer que le vent illibéral qui souffle aujourd'hui sur l'Occident, ne la fera pas évoluer.